

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2019

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2019

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat au premier trimestre 2019, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

La mobilisation des ressources s'est établie à fin mars 2019 à **1.305,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.397,5 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 93,4%, en lien avec un niveau de mobilisation moindre que prévu des emprunts sur le marché monétaire et financier. Ces réalisations comprennent 824,2 milliards de FCFA de recettes fiscales, 31,4 milliards de FCFA de recettes non fiscales, 237 milliards de FCFA de mobilisations sur les marchés monétaire et financier, 189 milliards de FCFA de ressources extérieures et 23,8 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **824,2 milliards de FCFA**, en retrait par rapport à l'objectif initial de 831 milliards de FCFA. Toutefois, ce niveau de mobilisation affiche un dépassement d'objectif de 7 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 100,9%, par rapport aux prévisions révisées du programme économique et financier conclu avec le FMI, tenant compte notamment de l'évolution des hypothèses de base des projections tels que les données de réalisation à fin décembre 2018 et les cours prévisionnels du cacao et du pétrole. Ce résultat est principalement lié aux bonnes performances enregistrées au niveau des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été encaissées à hauteur de 209,7 milliards de FCFA, pour une prévision de 204,9 milliards de FCFA, enregistrant ainsi un écart positif de 4,8 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique essentiellement par un niveau plus élevé qu'attendu des prix unitaires qui sont ressortis en moyenne à 348,7 f/kg contre une prévision de 323,1 f/kg ;
- **la Taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de 104,2 milliards de FCA, avec un écart positif de 2,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif, en liaison avec un niveau plus faible que prévu de la part de la TVA affectée au secteur électricité ;
- **les patentes et licences** affichent un écart positif de 1,2 milliard de FCFA, avec un niveau de recouvrement de 14,8 milliards de FCFA pour une prévision de 13,7 milliards de FCFA, en raison du dynamisme du transport ;
- **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** a été collecté à hauteur de 12,9 milliards de FCFA contre un objectif de 11,8 milliards de FCFA, soit un écart positif de 1,1 milliard de FCFA résultant du paiement par certaines entreprises de l'IRVM au titre de l'exercice 2018 non initialement attendu au premier trimestre 2019.

Ces bons résultats ont toutefois été atténués par les évolutions moins favorables du recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les impôts sur les revenus et salaires** ont été recouverts à hauteur de 125,1 milliards de FCFA contre une prévision de 126,2 milliards de FCFA, en raison notamment du recul de 24 points du nombre d'emplois bruts créés en janvier 2019 comparativement à janvier 2018, ainsi que du non-paiement des salaires des enseignants grévistes ;
- **la taxe sur les opérations bancaires** s'est établie à 17,9 milliards de FCFA, en recul de 0,7 milliard par rapport à l'objectif de 18,5 milliards de FCFA en liaison avec une évolution relativement moindre d'octroi de crédits.

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **31,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 9,8 milliards de FCFA, soit un écart positif de 21,6 milliards de FCFA consécutif aux

paiements de 19,1 milliards de FCFA au titre des licences de télécommunications et de 2,4 milliards de FCFA au titre des dividendes, initialement attendus au quatrième trimestre.

Les émissions de titres publics sur le marché monétaire et financier ont permis de mobiliser **237 milliards de FCFA** contre 350,5 milliards de FCFA en objectif. Elles comprennent 134 milliards de FCFA d'emprunts obligataires, 71,5 milliards de FCFA de bons du Trésor et 31,5 milliards de FCFA d'obligations du trésor.

Quant aux ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de **189 milliards de FCFA** contre un objectif de 194,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,3%. Ces ressources comprennent les tirages sur emprunts-projets avec un taux de mobilisation de 101,2%, les tirages sur dons-projets avec un taux de réalisation de 76,8%.

Enfin, les ressources de trésorerie se sont situées à **23,8 milliards de FCFA** et sont constituées des recettes affectées au remboursement des crédits de TVA pour 19,4 milliards de FCFA et de la part des recettes de TVA reversée au secteur de l'électricité à hauteur de 4,4 milliards de FCFA.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses exécutées à fin mars 2019 et déclinées ci-après, s'élèvent globalement à **1.281,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.325,4 milliards de FCFA, actualisée à l'issue de la mission d'évaluation du Fonds Monétaire International de mars 2019, soit un taux d'exécution de 96,7%.

Le paiement du service de la dette publique s'est établi à **327,2 milliards de FCFA**, contre une prévision de 335,6 milliards de FCFA, soit un écart de 8,4 milliards de FCFA qui s'explique essentiellement par l'évolution favorable du taux de change du dollar.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **409,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 428,7 milliards de FCFA, soit une sous-consommation de 18,8 milliards expliquée essentiellement par l'application de la mesure de suspension des salaires des enseignants grévistes, ainsi que le retard observé dans la transmission de certains dossiers de premier mandatement.

Les dépenses d'abonnement se sont établies à **13,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 21,8 milliards de FCFA. Ces dépenses concernent les règlements des consommations d'électricité (8,6 milliards de FCFA), de téléphone (2,9 milliards de FCFA) et d'eau (1,9 milliards de FCFA). L'écart de 8,5 milliards de FCFA enregistré s'explique par les retards dans la transmission des factures.

Les subventions et transferts ont été exécutés à hauteur de **59,9 milliards de FCFA** pour une prévision initiale de 65,2 milliards de FCFA avec une économie de 5,6 milliards.

Les autres dépenses de fonctionnement, sont ressorties à **89,2 milliards de FCFA** contre 101,6 milliards de FCFA prévus. Elles concernent principalement les charges de fonctionnement des services.

S'agissant **des dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **12,2 milliards de FCFA** et ont concerné principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité.

Quant aux **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles ont été exécutées à hauteur de **346,4 milliards de FCFA** contre un objectif de 340,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,7%. Ces dépenses ont été financées à 45,4% sur les ressources intérieures et 54,6% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) par ministère et institution fait ressortir que dix-neuf (19) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 10%, quatorze (14) ont réalisé des taux d'exécution compris entre 10% et 25%, et onze (11) ont affiché des taux d'exécution supérieurs à 25%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont situées à **23,8 milliards de FCFA** et comprennent les dépenses effectuées dans le cadre du remboursement de crédits de TVA pour 19,4 milliards de FCFA et celles concernant le reversement de la part des recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité à hauteur de 4,4 milliards de FCFA.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **544,6 milliards de FCFA**, en dépassement de 62,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 482 milliards de FCFA à fin mars 2019.

CONCLUSION

Au terme du premier trimestre de l'année 2019, l'exécution du budget de l'Etat a été caractérisée par une mobilisation satisfaisante des recettes fiscales et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

En effet, les recettes fiscales ont enregistré un bon niveau de recouvrement avec un taux de 100,6% par rapport à l'objectif révisé, l'exécution des charges de fonctionnement des services a été globalement contenue à l'intérieur des dotations prévues et les crédits d'investissement ont été exécutés à un niveau satisfaisant.

Les efforts d'amélioration du recouvrement de recettes, de maîtrise des charges de fonctionnement et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement seront poursuivis en vue d'assurer l'atteinte des objectifs annuels, notamment la mise en œuvre satisfaisante du Programme Social du Gouvernement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin mars 2019, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama KONE

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin mars 2019)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin mars		Ecart (Real-Obj)	LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin mars		Ecart (Real-Obj)
		Objectif	Réalisation				Objectif	Réalisation	
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 606,8	1 371,9	1 281,6	-90,2	DÉPENSES BUDGETAIRES	6 606,8	1 299,8	1 258,1	-41,7
Ressources intérieures	5 286,9	1 177,5	1 092,6	-84,9	Dettes publiques	1 821,4	335,6	327,2	-8,4
Recettes fiscales	3 669,1	817,2	824,2	7,0	Dettes intérieures	1 062,4	180,8	177,7	-3,1
DGI	2 085,9	389,3	391,2	1,9	Principal		154,6	148,7	-5,9
dont FER					Intérêts		26,3	29,0	2,8
TRESOR	9,4	2,5	3,2	0,7	Dettes extérieures	759,1	154,8	149,5	-5,4
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 573,7	425,3	429,8	4,4	Principal		33,0	32,9	0,0
dont FER					Intérêts		121,8	116,5	-5,3
Recettes non fiscales	188,8	9,8	31,4	21,6	Dépenses ordinaires	2 861,1	617,2	572,3	-45,0
Privatisation et vente d'actifs	102,0	0,0	0,0		Personnel	1 720,8	428,7	409,8	-18,8
Transfert des entreprises	1,5	0,0	0,0		Abonnement	104,1	21,8	13,4	-8,5
Revenus du domaine DGI	32,3	5,9	6,4	0,5	Subventions et transferts	391,2	65,2	59,9	-5,3
Licences de télécommunication	20,6	0,0	19,1	19,1	dont subvention au secteur électricité	0,0	0,0	0,0	0,0
Intégration ressources additionnelles C2D					Autres dépenses de fonctionnement	645,0	101,6	89,2	-12,4
Fonds d'investissement en milieu rural					dépenses sociales ciblées		0,0	0,1	0,1
Autres recettes non fiscales	32,5	3,9	5,9	2,0	Charges de fonctionnement des services		99,1	86,8	-12,3
				0,0					
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 429,0	350,5	237,0	-113,5	Dépenses de sécurité et d'élections	16,6	6,1	12,2	6,1
Emprunts obligataires		125,0	134,0	9,0	Financement intérieur		6,1	12,2	6,1
Bons et obligations du Trésor		225,5	103,0	-122,5	dont investissement				
Eurobonds		0,0	0,0	0,0					
Autres emprunts				0,0					
Ressources extérieures	1 319,9	194,4	189,0	-5,3	Dépenses d'investissement	1 907,7	340,8	346,4	5,6
Appuis budgétaires	232,1	0,0	0,0		Financement intérieur	967,4	146,4	157,4	11,0
FMI	152,5	0,0	0,0		Investissement FIMR		0,0	0,0	0,0
Banque Mondiale	55,0	0,0	0,0		Projets C2D	158,7	15,9	10,3	-5,5
AFD (C2D)	0,0	0,0	0,0		Couverture Maladie Universelle (CMU)	4,5	1,1	1,1	
UE	13,4	0,0	0,0						
Gouvernement Espagnol (C2D)	11,1	0,0	0,0						
Financement extérieur	940,2	194,4	189,0	-5,3	Financement extérieur	940,2	194,4	189,0	-5,3
Dons-projets	780,4	36,0	27,6	-8,4	Dons-projets	159,8	36,0	27,6	-8,4
Emprunts-projets	159,8	158,4	161,4	3,0	Emprunts-projets	780,4	158,4	161,4	3,0
				0,0					
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		25,6	23,8	-1,8	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		25,6	23,8	-1,8
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		19,4	19,4	0,0	Remboursement de crédits de TVA		19,4	19,4	0,0
TVA secteur électricité		6,2	4,4	-1,8	Reversement TVA au secteur électricité		6,2	4,4	-1,8
TOTAL GENERAL	6 606,8	1 397,5	1 305,4	-92,0	TOTAL GENERAL	6 606,8	1 325,4	1 281,9	-43,5

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2019)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN MARS		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	817,2	824,2	7,0
<u>DGI</u>	<u>389,3</u>	<u>391,2</u>	1,9
Impôts directs	179,4	179,3	-0,1
BIC pétrole et gaz	11,6	11,6	0,0
- BIC pétrole	0,0	0,0	0,0
- BIC gaz	11,6	11,6	0,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	167,7	167,7	-0,1
- BIC hors pétrole	24,4	25,2	0,8
- Impôt synthétique et AIRSI	5,2	4,4	-0,9
Impôts sur revenus et salaires	126,2	125,1	-1,1
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	11,8	12,9	1,1
Impôts indirects	210,0	211,9	1,9
TVA (hors part secteur électricité)	101,8	104,2	2,4
TOB	18,5	17,9	-0,7
Taxes sur boissons et tabacs	13,7	13,2	-0,5
Droits d'enregistrement et de timbre	34,9	34,4	-0,5
<i>dont enregistrement café cacao</i>	13,6	13,7	0,1
Patentes et Licences	13,7	14,8	1,2
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,0	0,0
Taxe d'exploitation du gaz	5,0	5,0	0,0
Taxes sur les télécommunications	12,3	12,7	0,4
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	5,8	5,3	-0,4
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	3,7	3,8	0,1
Accises et autres taxes indirectes	0,7	0,6	0,0
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,2	0,2	0,0
<u>TRESOR</u>	<u>2,5</u>	<u>3,2</u>	<u>0,7</u>
Impôts directs	2,0	2,9	0,8
Impôts sur revenus et salaires	2,0	2,9	0,8
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,5	0,3	-0,2
Timbres et vignettes	0,5	0,3	-0,2
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>425,3</u>	<u>429,8</u>	<u>4,4</u>
Droits et taxes à l'importation	295,6	300,6	4,9
Taxes sur produits pétroliers	90,7	90,8	0,1
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	204,9	209,7	4,8
Taxes à l'exportation	129,7	129,2	-0,5

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions (hors dépenses "sécurité et élection")

MINISTERE/ INSTITUTION	Dotation 2019 (Budget)	Dotation 2019 (Budget ajusté)	Exécution fin mars 2019	Taux d'exécution	
				Base budget	base budget ajusté
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	550 000 000	550 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	341 000 000	341 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	1 300 000 000	1 300 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de L'Extérieur	580 000 000	580 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Artisanat	590 000 000	590 000 000	5 250 000	0,9%	0,9%
Ministère des Transports	50 034 387 483	50 034 387 483	559 445 809	1,1%	1,1%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	198 847 377 901	127 095 971 524	4 340 456 127	2,2%	3,4%
Ministère de l'Hydraulique	71 071 287 360	71 071 287 360	1 799 153 589	2,5%	2,5%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8 418 704 437	8 418 704 437	227 799 223	2,7%	2,7%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	28 357 062 520	28 357 062 520	798 901 256	2,8%	2,8%
Ministère des Affaires Etrangères	5 199 816 570	5 199 816 570	169 348 983	3,3%	3,3%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 220 563 106	13 220 563 106	485 029 791	3,7%	3,7%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	19 364 216 000	19 364 216 000	751 313 393	3,9%	3,9%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	150 378 403 652	150 378 403 652	6 652 662 873	4,4%	4,4%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	101 800 000	101 800 000	5 000 000	4,9%	4,9%
Ministère des Eaux et Forêts	4 556 042 083	4 556 042 083	227 556 860	5,0%	5,0%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	534 000 000	534 000 000	30 600 000	5,7%	5,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	55 780 000 000	55 780 000 000	3 278 663 963	5,9%	5,9%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	454 567 000	454 567 000	34 800 000	7,7%	7,7%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la Promotion des PME	550 000 000	550 000 000	61 250 000	11,1%	11,1%
Ministère des Sports	54 398 336 199	54 398 336 199	6 099 693 838	11,2%	11,2%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	38 030 068 583	38 030 068 583	5 652 246 137	14,9%	14,9%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	54 584 019 590	54 584 019 590	8 538 210 347	15,6%	15,6%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	597 836 095 205	597 836 095 205	94 931 204 574	15,9%	15,9%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	63 183 754 249	63 183 754 249	10 635 612 963	16,8%	16,8%
Cour des Comptes	661 734 000	661 734 000	119 112 120	18,0%	18,0%
Représentation Nationale	690 641 166	690 641 166	124 315 410	18,0%	18,0%
Ministère de L'Economie et des Finances	25 311 142 530	25 311 142 530	4 884 921 171	19,3%	19,3%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	13 475 473 788	13 475 473 788	2 819 936 644	20,9%	20,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	5 256 442 609	5 256 442 609	1 143 178 188	21,7%	21,7%
Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	90 861 697 751	90 861 697 751	20 464 813 002	22,5%	22,5%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	22 091 927 941	22 091 927 941	5 038 777 222	22,8%	22,8%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissements Privé	4 500 000 000	4 500 000 000	1 125 000 000	25,0%	25,0%
Ministère du Plan et du Développement	5 011 669 384	5 011 669 384	1 266 608 634	25,3%	25,3%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	77 070 594 856	77 070 594 856	19 768 735 982	25,7%	25,7%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	295 184 855 348	295 184 855 348	76 666 324 503	26,0%	26,0%
Primature et Services Rattachés	24 523 144 773	24 523 144 773	7 650 837 807	31,2%	31,2%
Ministère de la Fonction Publique	672 000 000	672 000 000	238 760 000	35,5%	35,5%
Ministère de la Communication et des Médias	8 226 996 904	8 226 996 904	3 707 147 459	45,1%	45,1%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	9 162 042 605	9 162 042 605	4 481 039 915	48,9%	48,9%
Présidence de la République	25 640 725 395	25 640 725 395	13 961 309 395	54,4%	54,4%
Cour Suprême	301 976 000	301 976 000	179 799 969	59,5%	59,5%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	4 663 000 000	4 663 000 000	3 054 643 299	65,5%	65,5%
Commission Electorale Indépendante	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100,0%	100,0%
Total hors CS	2 031 667 566 988	1 959 916 160 611	312 079 460 446	15,4%	15,9%
Comptes spéciaux	160 876 000 000	160 876 000 000	34 337 201 706	21,3%	21,3%
Total Général	2 192 543 566 988	2 120 792 160 611	346 416 662 152	15,8%	16,3%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN MARS 2019
(toutes sources de financement confondues)

(en FCFA)

DOMAINES	2018	2019		
	Exécution 2018	Objectif annuel	Objectif fin mars	Réalisation fin mars
01 Agriculture et développement rural	79 081 607 354	120 312 806 588	9 692 497 393	24 355 203 028
01.0 Administration générale	39 811 123 578	76 043 709 424	6 224 542 030	14 424 243 425
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	4 526 739 856	15 887 752 911	821 483 766	1 095 442 742
01.2 Formation et encadrement	14 238 594 465	14 405 017 655	2 320 893 017	8 398 209 935
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 131 832 678	1 436 326 598	325 578 580	437 306 990
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 373 316 777	12 540 000 000		
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	12 086 752 487	17 877 018 191	3 311 036 407	2 310 406 896
02.0 Administration générale / formation et encadrement	7 770 224 942	8 069 532 323	1 804 003 483	2 036 562 999
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 818 987 299	1 141 298 290	198 987 509	219 508 072
02.2 Pêche et aquaculture	2 497 540 246	8 666 187 578	1 308 045 415	54 335 825
03 Education	1 194 451 418 844	1 315 560 109 823	278 134 466 811	263 522 924 475
03.0 Administration générale	26 896 398 992	25 594 844 596	4 232 319 313	10 881 232 786
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	527 995 689 628	557 007 736 161	134 010 823 376	117 335 653 097
03.2 Alphabétisation	439 051 007	451 957 329	68 105 900	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	407 773 655 749	481 863 643 309	96 153 828 710	84 119 745 786
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	231 346 623 468	250 641 928 428	43 669 389 511	51 186 292 806
04 Santé	305 583 559 857	376 303 806 792	72 493 202 488	59 586 506 032
04.00 Administration générale santé	174 093 180 393	192 003 509 847	42 295 984 548	42 832 966 521
04.01 Système de santé primaire	60 915 975 433	73 092 125 369	10 945 312 881	4 716 656 798
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	4 524 269 654	1 500 000 000	223 565 340	
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	14 776 899 337	36 099 873 750	5 383 469 921	31 934 379
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	760 620 421	12 643 574 793	1 905 678 854	2 575 086
04.05 VIH/SIDA	11 889 943 867	18 487 058 366	2 651 896 783	67 639 446
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	38 622 670 752	42 477 664 667	9 087 294 162	11 934 733 802
05 Eau et Assainissement	57 568 617 761	99 973 664 876	8 623 092 565	6 750 626 599
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	49 102 822 925	40 352 149 961	5 379 313 376	4 779 763 922
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	8 465 794 836	59 621 514 915	3 243 779 189	1 970 862 677
06 Energie	189 458 608 680	131 231 391 096	36 934 289 957	67 534 255 483
06.1 Accès à l'électricité	189 458 608 680	131 231 391 096	36 934 289 957	67 534 255 483
07 Routes et ouvrages d'art	426 659 068 562	296 756 009 782	56 888 256 726	95 430 140 908
07.1 Entretien pistes rurales	28 421 475 403	2 362 667 070	352 140 311	7 325 080 603
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	15 241 798 157	1 000 000 000	149 043 560	312 834 277
07.3 Autres travaux routiers	382 995 795 002	293 393 342 712	56 387 072 855	87 792 226 028
08 Affaires Sociales	24 576 892 910	39 186 056 344	7 258 517 893	6 603 985 163
08.0 Administration générale	16 396 889 801	18 248 796 462	3 835 987 989	5 942 474 699
08.1 Formations destinées aux femmes	1 077 517 875	461 005 479	72 928 808	334 401 284
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 831 575 053	3 344 577 359	533 511 135	29 189 035
08.3 Formation au personnel d'appui	1 532 578 922	1 499 223 102	295 447 058	297 461 951
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 738 331 259	15 632 453 942	2 520 642 904	458 194
09 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	5 001 275 082	17 936 332 447
09.1 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	5 001 275 082	17 936 332 447
10 Reconstructions et réhabilitations	8 805 296 159	9 483 702 707	221 136 333	
10.1 Reconstruction et réhabilitation		300 000 000	44 713 068	
10.2 Habitat et logements sociaux	8 805 296 159	9 183 702 707	176 423 265	
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 536 948 975	22 271 964 393	3 445 418 423	535 284 622
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 425 982 215	21 080 050 545	3 214 820 399	385 336 243
11.2 Appui et suivi DSRP				
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 110 966 760	1 191 913 848	230 598 024	149 948 379
TOTAL	2 361 441 702 752	2 505 493 264 569	482 003 190 079	544 565 665 653